

## La Troisième option: Les relations avec la Communauté européenne, le Japon et les États-Unis.

L'année 1975 a vu progresser la politique de la «Troisième option», par laquelle le Canada s'efforce, avec le temps, de réduire la vulnérabilité de son économie par rapport aux facteurs extérieurs — notamment, par rapport à l'influence prépondérante des États-Unis — et de poursuivre des objectifs propres. La diversification délibérée des liens politiques et économiques du Canada avec la communauté internationale entre dans ce plan d'action à long terme. Les relations avec l'Europe de l'Ouest — en particulier, avec la Communauté européenne unie au Canada par son histoire, ses institutions, de même que par des liens culturels et personnels — qui ont toujours occupé une place de premier plan dans les préoccupations canadiennes, sont les sources de diversification les plus prometteuses. Les visites qu'ont faites en Europe de l'Ouest, au cours de l'année, le premier ministre, M. Trudeau, et le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen, montrent bien l'importance que le Canada accorde à ces relations. Vers la fin de l'année, des progrès considérables avaient déjà marqué la préparation de la négociation officielle d'un accord-cadre sur la coopération économique et commerciale entre le Canada et la Communauté européenne. On prévoyait que la première ronde de négociations aurait lieu au cours du premier trimestre de 1976.

Le Japon, troisième puissance économique du monde, démocratie libérale, puissance du Pacifique et deuxième en importance parmi les partenaires commerciaux du Canada, occupe une position-clé dans la poursuite, par ce dernier, d'un plan d'action global et à long terme visant à développer et consolider son économie et, dans une certaine mesure, d'autres secteurs de la vie nationale. La septième réunion du comité ministériel Canada-Japon, qui a eu lieu en juin et à laquelle ont assisté cinq ministres canadiens à la tête desquels se trouvait le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, a marqué le premier pas vers un progrès réel dans l'exercice d'une coopération mutuellement avantageuse sur le plan économique et autres.

Si au cours de l'année, le Canada est resté fidèle à une politique de diversification de ses relations internationales, il n'en est pas moins évident que ses relations avec les États-Unis constituent, et de beaucoup, l'élément le plus important de sa politique étrangère et qu'elles touchent à presque tous les aspects de la vie nationale. L'actualité américaine a continué d'exercer une influence directe et parfois

immédiate sur le Canada. Cependant, les décisions et les attitudes prises par le Canada ne sont pas ignorées des États-Unis: on est de plus en plus conscient, dans certains secteurs importants de la vie américaine, des répercussions possibles ou effectives des activités canadiennes sur les préoccupations américaines. Aussi le Canada tient-il à promouvoir la coopération et la consultation avec les États-Unis dans nombre de domaines et à garder, avec eux, des relations qui, par leur étendue, leur diversité et leur caractère particulier, occupent une place centrale dans sa politique étrangère.

En 1975, la communauté internationale et le Canada ont dû relever nombre de défis dont certains sont anciens. Ils ont été amenés, une fois de plus, à reconnaître l'interdépendance mondiale et la nécessité de régler les problèmes de plus en plus nombreux qui les intéressent ou les préoccupent, par le dialogue et l'action commune. Par ailleurs, cette année a vu l'établissement de nouvelles relations et de nouveaux mécanismes, ainsi que la réalisation de progrès importants dans la voie d'une concertation, d'une coopération et d'une aptitude à communiquer qui ont suivi l'affrontement et la division des différents camps.